

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1934

Artikel: À éviter absolument : les politiques d'austérité qui tuent la croissance!
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025847>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A éviter absolument: les politiques d'austérité qui tuent la croissance!

Jean-Pierre Ghelfi • 3 décembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19130>

La marge de manœuvre de la Suisse face à une stagnation économique est étroite mais réelle

Les dernières perspectives économiques publiées par l'OCDE sont si peu folichonnes que *Le Monde* titrait le 29 novembre: «*L'économie de la zone euro affronte la menace d'une décennie sans croissance*». Comment la Suisse peut-elle se préparer à cette sombre prédition?

Rappelons que nous sommes un pays dont l'économie (et donc les emplois) dépend étroitement de ses liens commerciaux avec ses voisins, proches ou lointains. Et fixons les ordres de grandeur. Les exportations helvétiques à destination des pays industrialisés en représentent les trois quarts en 2010 (dont 58,5% dans l'Union européenne et 10,1% aux Etats-Unis). Le quart restant se répartit, selon la terminologie de l'administration fédérale des douanes, entre les pays en transformation (anciens pays communistes d'Europe) pour 5,9%, les pays en développement pour 8,2% et les pays nouvellement industrialisés pour 10,9%. La crise dite des *subprimes* en 2008-2009 avait entraîné une diminution de plus de 10% des exportations suisses.

Le contexte 2012 (et les

suivants) sera différent de celui de 2008-2009. La plupart des grands pays avaient réagi à la faillite de la banque Lehman Brothers (15 septembre 2008) et à la panique financière et boursière qui s'ensuivit par des plans de relance massifs se chiffrant en milliers de milliards de dollars. Rien de tel n'est prévisible. Il faudrait que les Républicains (aux Etats-Unis) et les Conservateurs (au Royaume-Uni) procèdent à un retourné de veste spectaculaire. Et il faudrait aussi que les marchés financiers cessent de clouer au pilori les dettes publiques européennes pour que les gouvernements puissent envisager (modestement) de rééditer leurs actions de l'automne-hiver 2008-2009. Par effet de contagion, l'économie suisse échappera difficilement au marasme annoncé.

La Banque nationale, en dépit de multiples appels du pied qui lui sont lancés de toutes parts, ne pourra guère envisager de relever le cours plancher du franc par rapport à l'euro à 1,30, par exemple. Plus les économies européennes iront mal et plus la crise de la dette se compliquera, plus le risque augmentera de nouvelles attaques spéculatives contre le franc. Si cela se produit,

l'objectif principal de la BNS sera de préserver la parité fixée début septembre. Et non d'opter pour une nouvelle parité qu'elle n'aurait pas les moyens de défendre.

L'euro à 50 centimes

A l'été 2009, la presse s'était faite l'écho d'une réunion du Conseil fédéral à laquelle le président de la BNS avait participé pour parler des perspectives d'évolution du franc par rapport à l'euro. Philip Hildebrand aurait évoqué à cette occasion une parité franc-euro de 50 cts. Ce cours si «*fantaisiste*» est passé presque inaperçu. Il est effectivement fantaisiste dans le cadre d'une zone euro qui tient la route. Mais si cette zone faisait une embardée? Il n'y a rien de stupide ni d'invraisemblable d'imaginer que le franc fasse alors l'objet d'attaques soutenues qui iraient dans le sens d'une réévaluation substantielle.

Même sans envisager le scénario du pire, les plans de rigueur adoptés vont tout sauf stimuler la croissance. Même à faible dose, l'économie suisse sera contaminée par la récession. Et au train où vont les choses, les faiblesses de la conjoncture sont appelées à durer plutôt des années que des mois. Lorsqu'un tel processus est engagé, il a tendance à durer et à s'étendre plutôt qu'à se résorber de

lui-même. C'est ce que Keynes avait mis en évidence dans la crise des années 30 et qu'il avait dénommé les équilibres de sous-emploi.

A ce qu'on peut voir, la Suisse va être entourée par de tels équilibres de sous-emploi. Le cas de la Grande-Bretagne est illustratif. Le gouvernement conservateur élu au printemps 2010 est engagé dans un programme foncièrement idéologique d'amaigrissement de l'Etat et de coupes dans les dépenses. Plus le temps passe, plus les résultats attendus s'éloignent et paraissent devenir inaccessibles. Si l'on en croit le correspondant du *Tages-Anzeiger* outre-Manche (30 novembre), la croissance prévue initialement cette année à 1,7% sera de 0,9% et celle de 2012 passera de 2,5% à 0,7%. L'OCDE est même plus pessimiste. Elle prédit plusieurs années de stagnation. Initialement, le gouvernement conservateur escomptait que la dette publique cesserait d'augmenter à partir de 2015. L'échéance est déjà reportée à 2017. Le gouvernement reprend à son compte la formule de Margaret Thatcher («*There is no alternative*»), nonobstant le fait que l'OCDE indique que le niveau de la dette britannique dépassera dès 2013 ceux des pays «périphériques» de l'Union

européenne! Autant de calamités, déjà bien présentes, qui viennent de se traduire par la plus grande grève de ces trente dernières années.

Double résultat

La Suisse n'est manifestement pas confrontée aux mêmes problèmes. La croissance a été soutenue en 2010 et 2011 (du moins jusqu'au milieu de cette année). Le chômage a reculé et les finances publiques sont saines. L'administration fédérale des finances prévoit que la dette publique globale représentera cette année 36,4% du produit national. Le pays dispose d'une marge de manœuvre réelle pour aborder une période de stagnation, voire de récession, chez ses principaux partenaires commerciaux.

Il doit commencer par se distancer des politiques d'austérité qui tuent la croissance et multiplient les problèmes sociaux. Il doit aussi être prêt à soutenir l'économie intérieure de manière à limiter, cas échéant, l'ampleur du creux conjoncturel dû au ralentissement des activités des entreprises d'exportation. Il doit accentuer son engagement et son soutien aux innovations techniques et à la recherche d'une manière générale. A cet égard l'information parue le 30

novembre que le Conseil fédéral prévoit de rogner la croissance des dépenses pour les hautes écoles serait une grande stupidité.

Il y a aussi beaucoup de projets en matière de transports d'agglomération et d'infrastructures ferroviaires qui ne demandent qu'à être réalisés. Il y a également des relais commerciaux à développer dans les pays émergents et nouvellement industrialisés qui continueront d'être, au cours des prochaines années, les moteurs de la croissance mondiale.

Il serait aussi particulièrement opportun que les partenaires sociaux engagent une concertation dans la perspective ici esquissée. Si le franc fort met en difficultés certaines branches, il est évident qu'il apporte aussi des allégements de coûts dans les activités où les importations jouent un rôle important et qui sont plutôt tournées vers le marché intérieur. Des hausses salariales significatives devraient y être négociées. Avec un double résultat: améliorer le pouvoir d'achat des salarié-e-s, et apporter une contribution utile au maintien à flot de l'économie du pays.

Tout n'est pas perdu, si l'on s'en donne les moyens!